

STATISTIQUES ET POLITIQUES ALIMENTAIRES (1)

par Xavier CHAROY
et Gérard WINTER *

Les drames vécus ces dernières années par certains pays africains ont poussé au premier plan les questions relatives à la politique alimentaire. La sécurité alimentaire est venue en tête des priorités de plusieurs organismes donateurs, en particulier des Communautés Européennes. Par suite, l'adaptation des statistiques aux besoins des politiques alimentaires est devenue une des préoccupations majeures des producteurs et des utilisateurs de statistiques et a été ces derniers mois un thème fréquemment abordé lors de divers séminaires et ateliers.

On examinera successivement dans cet article le domaine qui fait l'objet des préoccupations des responsables des politiques agricoles et le système d'information à construire pour répondre à leurs besoins ; on terminera par un plaidoyer en faveur d'une meilleure adaptation des systèmes d'information à la nature et à l'urgence des besoins.

* X. CHAROY est Chef du Service de Coopération de l'INSEE.

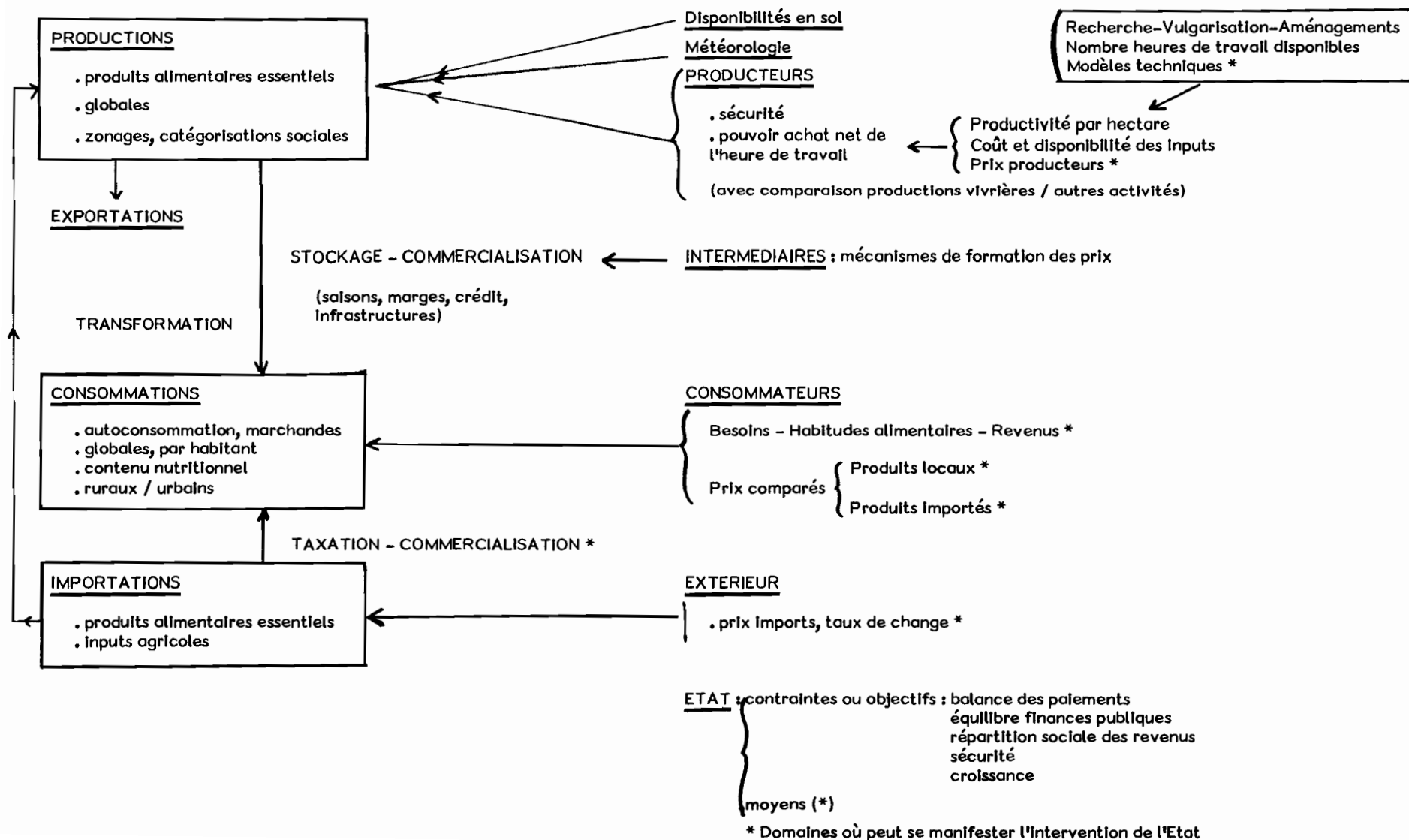
G. WINTER est Directeur adjoint à l'Institut International d'Administration Publique.

- (1) Cet article correspond à la communication présentée par G. WINTER à l'atelier sur "La statistique au service des stratégies et politiques alimentaires en Afrique", organisé par l'Office Statistique des Communautés Européennes et le Conseil Mondial de l'Alimentation à Bruxelles du 13 au 16 mai 1986. Il correspond aussi aux interventions faites par X. CHAROY au Centre de Recyclage de Munich, les 2 et 3 mai et les 25 et 26 novembre 1986, dans le cadre des stages sur la statistique agricole.

SCHEMA D'UNE STRATEGIE ALIMENTAIRE

EQUILIBRE OFFRE - DEMANDE

CONTRAINTES ET COMPORTEMENTS



I - LE DOMAINE D'ETUDE

Le problème posé est en premier lieu celui de la nature des informations nécessaires à l'élaboration et à la conduite d'une politique alimentaire à court ou à long terme, en second lieu celui de la manière, ou des diverses manières, d'obtenir ces informations. En d'autres termes, il s'agit de la mise sur pied d'un système d'information pour une politique alimentaire. On se placera ici dans le cas, valable pour la plus grande partie de l'Afrique, mais pas pour certaines régions d'Amérique Latine par exemple, d'agriculture essentiellement paysanne, ne comportant pas ou que peu de grandes exploitations mécanisées gérées comme des entreprises modernes.

De façon très sommaire, le domaine à étudier couvre la production et l'utilisation –en particulier la consommation– des produits alimentaires.

Pour décrire de façon plus précise et plus détaillée le contenu du système d'informations à mettre sur pied, il faut d'abord analyser toutes les phases du processus qui conduit des ressources aux emplois, décrire le cadre dans lequel il se déroule et indiquer les contraintes diverses auxquelles il est soumis.

Le schéma ci-joint donne une représentation simplifiée de ce processus. On va en expliciter maintenant les composantes.

La partie gauche du schéma décrit de façon très classique l'équilibre entre l'offre et la demande : la production de produits alimentaires sert d'abord à assurer la consommation, après, dans certains cas, des opérations intermédiaires, lorsque le producteur n'est pas lui-même le consommateur de ses propres produits : il s'agit du stockage, du transport, de la commercialisation et, parfois, de la transformation des produits. Une partie de la production peut en outre servir à l'exportation. La consommation est aussi, pour partie, assurée grâce aux importations de produits alimentaires. D'autres importations, de matériel ou d'engrais par exemple, sont nécessaires pour permettre la production des produits alimentaires.

La partie droite du schéma indique quelles sont les contraintes qui pèsent sur chacune des étapes qu'on vient de citer et de quels comportements des acteurs elles sont tributaires.

Reprenons donc chacune des étapes et analysons-en le contenu et l'environnement.

1- La production

On s'intéressera en priorité à la production des produits alimentaires essentiels, ceux qui forment la base de l'alimentation et occupent les plus grandes surfaces. Mais il ne suffira pas de connaître la production globale, car celle-ci peut masquer de fortes différences soit entre régions, soit entre catégories sociales, agro-économiques ou ethniques.

La production dépend de nombreux facteurs. La disponibilité en sol peut en limiter la quantité (c'est par exemple le cas des régions à forte densité de population), la qualité du sol en dicte dans une certaine mesure la nature. Le climat et principalement, pour les pays sahéliens et tropicaux, la pluviométrie (quantité de pluies et répartition dans l'année) déterminent pour une grande part le volume de la production annuelle.

Il s'agit là de facteurs physiques qui s'imposent aux paysans. Mais dans ce cadre, si contraignant soit-il parfois et sauf circonstances particulièrement dramatiques, le paysan peut exercer une notable influence sur la nature, le volume et la qualité de ses productions. Son comportement résulte pour l'essentiel d'un arbitrage délicat entre besoin de sécurité et recherche de revenus monétaires. Dans des sociétés encore assez fidèles aux modes de production traditionnels et relativement autarciques, l'agriculteur est pour une part substantielle le consommateur de sa production vivrière. Ce qu'il recherche avant tout c'est la sécurité alimentaire de sa famille et de ceux dont il a la charge. Ce qui peut l'amener à constituer des stocks pour plusieurs années !

Mais le fait monétaire s'étend irrésistiblement et les échanges se multiplient et se diversifient. Les besoins en argent s'accroissent, ne serait-ce que pour s'habiller, acheter des objets de première nécessité, se déplacer, payer l'école, la dot, l'impôt, etc. Le paysan est donc conduit à vendre soit une partie de sa production vivrière, soit des produits dits de traite (coton, café, cacao, etc.) qui viennent alors en concurrence, pour ce qui est des surfaces et de la force de travail disponibles, avec les produits vivriers.

Finalement cet arbitrage se fait en fonction de la rentabilité respective de ces deux types de culture. Plus précisément dans le cas encore très général de systèmes de cultures extensifs, le critère de choix, en dernier ressort, est le pouvoir d'achat net de l'heure de travail. En tout état de cause, cette rentabilité dépend au premier chef des prix payés aux producteurs pour les différentes spéculations. Elle dépend aussi, mais dans une moindre

mesure à court terme, du coût et de la disponibilité, pas toujours assurée, des Intrants (engrais, semences, produits de traitement) et de la productivité par hectare. Cette dernière est fonction des modèles techniques utilisés, lesquels peuvent être rendus progressivement plus performants grâce à la vulgarisation des résultats des recherches agronomiques.

2- La consommation

C'est un phénomène à multiples facettes qu'il importe de bien connaître dans sa diversité avant d'essayer de mettre au point des modèles d'analyse et de projection.

La consommation, on l'a déjà dit, provient pour une part de la production du consommateur : c'est l'autoconsommation, encore largement dominante dans de nombreuses régions ; pour une autre part, elle est achetée, directement ou indirectement, à des producteurs locaux ou, toujours indirectement, à l'étranger.

La consommation n'est pas de même nature selon les régions et selon les milieux. En particulier, la distinction entre milieu urbain et milieu rural est fondamentale. Elle a aussi un contenu nutritionnel qu'il faut connaître si on veut savoir dans quelle mesure elle couvre les besoins physiologiques.

Comme la production, la consommation dépend donc de divers facteurs et comportements. Tout d'abord des consommateurs eux-mêmes : leurs organismes ont des besoins en nourriture qu'il importe de satisfaire ; ils ont aussi des habitudes qui proviennent elles-mêmes des conditions naturelles, mais aussi de coutumes ou de croyances, et ces habitudes façonnent le goût qui, indépendamment des qualités nutritives d'un aliment, dicte son utilisation. Mais aussi, et plus immédiatement, dans la mesure où tout ou partie de la consommation est achetée, elle dépend des prix comparés des divers produits entre eux. En particulier, et c'est le plus important du point de vue économique, elle dépend des rapports de prix entre produits locaux et produits importés. Lorsque ce rapport est favorable aux produits importés, ceux-ci ont tendance à supplanter les produits locaux ; c'est ce qui se produit dans plusieurs pays, où le riz en grande partie importé se substitue, assez rapidement en milieu urbain puis peu à peu en milieu rural, aux céréales locales, ou encore au Congo où le pain, fabriqué avec de la farine importée, prend progressivement la place du manioc.

3- Les importations

On a souligné le rôle des importations vis-à-vis de la production et de la consommation. Elles sont de plus en plus importantes, d'une part avec l'expansion du commerce mondial et avec les crises alimentaires qui se sont manifestées depuis une douzaine d'années, d'autre part à cause de la dépendance des pays en voie de développement à l'égard des intrants (engrais, matériel, etc.).

Les importations se font selon des règles à l'égard desquelles le pays importateur est le plus souvent impuissant ; il est en effet soumis aux cours mondiaux des produits alimentaires, aux prix du marché des produits manufacturés, au taux de change réel de sa monnaie vis-à-vis des devises étrangères et à la disponibilité de ces devises. Les dons, qu'on peut ranger parmi les importations, se font aussi selon les règles qui sont définies plus par les donateurs que par les bénéficiaires.

4- Les étapes intermédiaires

Stockage, transport et commercialisation sont des opérations qui prennent une importance croissante à mesure qu'une société s'ouvre sur l'extérieur et accède au circuit monétaire. Ces opérations peuvent être complexes et faire intervenir une succession d'acteurs différents dans le cadre de circuits bien définis, traditionnels ou modernes, officiels ou parallèles, courts ou longs, concurrents ou complémentaires mais toujours très mal connus. Elles sont très liées au cycle de production et ont donc elles aussi un cycle saisonnier très marqué. Elles nécessitent des infrastructures ou des moyens (hangars, routes ou chemins de fer, usines, véhicules) qui peuvent être importants, lourds et coûteux. Elles sont la clé du mécanisme de formation des prix dont on a vu l'importance à la fois au stade de la production (prix payés aux producteurs) et au stade de la consommation. Le nombre d'intermédiaires et les marges qu'ils retiennent sont essentiels pour comprendre ce mécanisme.

5- Les exportations

Une partie de la production alimentaire peut être exportée. Dans les pays africains, ces exportations ne font pas l'objet d'une politique déterminée : les exportations de produits vivriers ne sont le plus souvent pas contrôlées ; il s'agit d'un trafic frontalier traditionnel ou s'effectuant par des intermédiaires qu'on qualifiera de traditionnels ou d'informels, par opposition aux intermédiaires modernes ou officiels. Dans certains cas, ces exportations

occultes peuvent concerner des quantités importantes et mettre en jeu de grosses sommes d'argent, les unes et les autres difficiles à apprécier. Quoi qu'il en soit, ces exportations dépendent des prix relatifs des produits dans le pays exportateur et dans le pays importateur.

LE ROLE DE L'ETAT

Le comportement des producteurs, des consommateurs, des divers intermédiaires conditionne largement, on vient de le voir, l'équilibre ressources – emplois en matière alimentaire. Mais ces comportements se situent dans un cadre général qui est, au moins partiellement, défini par l'Etat en fonction des objectifs qu'il poursuit et des contraintes auxquelles il est soumis.

L'Etat intervient, ou peut intervenir, par deux types d'actions ou de politiques : actions ou politiques de développement à moyen et à long terme dont le but est de modifier les paramètres qui conditionnent durablement la productivité globale de l'économie et donc l'offre, politiques d'ajustement à court terme par manipulation de variables macro-économiques conditionnant la demande et dans une moindre mesure l'offre.

Parmi ces variables d'ajustement à court terme les plus importantes sont les prix dont l'influence sur les coûts et les revenus est immédiate. Il arrive que l'Etat fixe directement certains prix de biens et services (et pas seulement le prix de l'argent ou du travail) : prix payés aux producteurs, prix de vente aux consommateurs de certains produits importés et même parfois de produits locaux (il est alors fréquent que s'établisse un double système de prix : le prix officiel et le prix du marché noir qui remplace inévitablement le marché libre).

En fait, dans tous les cas, l'Etat influence le système de prix conduisant à un certain équilibre entre les ressources et les emplois de produits alimentaires par des mesures fiscales (taxes ou subventions à l'importation et à l'exportation), éventuellement en modifiant le taux de change, et par sa politique de salaires et de crédit. Au centre de ce dispositif se trouvent souvent des organismes tels que les offices de commercialisation et les caisses de stabilisation des prix.

Cette influence de l'Etat sur les prix se répercute plus ou moins directement mais assez immédiatement sur les salaires et plus généralement sur les revenus et donc sur la demande. Une hausse des prix peut également stimuler l'offre mais ses effets sont moins immédiats, plus incertains et sans doute plus limités. Augmenter les prix des produits sans changement technique, sans amélioration des marchés et sans une meilleure infrastructure peut n'avoir qu'un effet limité sur l'offre agricole globale.

Il revient précisément aux actions à moyen et long terme de modifier les modèles techniques et les structures de production et de commercialisation qui conditionnent l'offre : recherches, vulgarisation, investissements, réformes des institutions et des circuits, etc. Ces actions rentrent dans le cadre de ce qu'on appelle la planification du développement.

En tout état de cause, qu'elle soit à court, moyen ou long terme, l'action de l'Etat en ce domaine s'inscrit dans une politique plus générale qui conditionne largement ses choix de politique alimentaire. Et cette politique générale résulte d'un certain nombre d'arbitrages liés aux contraintes et objectifs habituels : équilibre de la balance des paiements, équilibre des finances publiques, croissance, indépendance et sécurité, répartition sociale des revenus, etc.

II - LES MOYENS D'INFORMATION

Le schéma d'analyse du processus de production et de consommation qui vient d'être présenté est aussi le schéma du système d'information nécessaire à la définition et au suivi d'une politique de sécurité alimentaire. Pour être éclairé, un gouvernement soucieux de politique alimentaire a besoin de détenir des informations sur les étapes du processus de production et de consommation, mais aussi sur les contraintes et comportements qui influent sur ce processus. Nous allons examiner maintenant la nature des diverses informations nécessaires, la façon dont elles peuvent être obtenues (c'est-à-dire par qui et selon quelles méthodes) et l'utilisation qui peut en être faite.

1- Un préalable : les couvertures statistiques de base

Pour asseoir un système d'observation complet, il est nécessaire de disposer de quelques inventaires de base sur des données fondamentales relativement stables :

recensements de population, inventaire des sites habités, cartes d'utilisation des sols. Statisticiens et démographes, administrateurs, géographes seront mis à contribution pour l'obtention de ces éléments de base.

2- Les grandes opérations statistiques

La production, la consommation, les importations et exportations ne peuvent être mesurées avec une certaine précision que par des opérations statistiques (enquêtes ou exploitations de documents administratifs) lourdes. Pour ce qui est des enquêtes, on songe tout de suite à celles qui utilisent la technique des sondages et visent à une bonne représentativité, c'est-à-dire qui permettent une extrapolation à l'ensemble de l'univers concerné (le pays). Les enquêtes sont conçues par des statisticiens professionnels et réalisées par du personnel spécialisé, car elles sont en général complexes quant aux concepts et définitions utilisés et délicates quant aux techniques employées ; mais elles sont aussi longues et coûteuses. Leurs possibilités sont très grandes : elles permettent à la fois de quantifier les phénomènes étudiés, de les "expliquer" (1) dans une certaine mesure et de catégoriser les populations concernées. Leur lourdeur et l'étendue de leur champ d'utilisation sont deux caractéristiques indissociablement liées.

Deux sortes d'enquête de ce type sont très classiques : les enquêtes agricoles, qui fournissent à la fois des données de structure sur les exploitations agricoles et des données sur la production (superficies et rendements), et les enquêtes budget-consommation, qui permettent de mesurer la consommation des ménages et, dans une certaine mesure, d'analyser leur comportement. Elles couvrent les deux points essentiels du processus décrit, mais leur lourdeur même interdit qu'elles soient répétées telles quelles à intervalles rapprochés.

Peu d'enquêtes statistiques lourdes ont été jusqu'à présent consacrées aux étapes intermédiaires de stockage, de transport et de commercialisation ; ce sont peut-être d'ailleurs les étapes les plus difficiles à étudier en raison de leur complexité : il s'agit en effet de domaines très divers, peu structurés, organisés de façon variable selon les produits, difficiles à approcher dans la mesure où ils sont souvent le cadre d'une importante spéculation et où, par conséquent, leurs acteurs préfèrent rester discrets sur leurs activités.

- - - - -

(1) Ces enquêtes permettent d'estimer les grandeurs économiques essentielles (production, consommation, etc.) mais aussi de déterminer les facteurs (qualitatifs ou quantitatifs) qui conditionnent ces grandeurs. Elles permettent donc de tester des facteurs de différenciation ou de ressemblance (corrélation et non réelle "explication").

Les données sur les importations et les exportations proviennent de l'exploitation statistique des documents douaniers. Ceux-ci ne fournissent cependant aucune indication sur la provenance des exportations (région du pays, type de producteur), ni sur la répartition des importations à travers le pays. De plus, ils ignorent tout des échanges effectués par le biais des circuits traditionnels.

3- Les enquêtes conjoncturelles

Les enquêtes lourdes dont on vient de parler ne répondent pas, on l'a vu, à tous les besoins, en particulier à ceux qui concernent des phénomènes dont l'ampleur peut varier fortement, et de manière peu prévisible dans le temps, et qu'il est nécessaire de connaître pour fonder des actions à court terme. Il s'agit des informations conjoncturelles, qu'il faut opposer aux informations structurelles. Dans des enquêtes à caractère conjoncturel, on cherche en général moins à mesurer des grandeurs (production, consommation, etc.) qu'à mesurer leur évolution, ce qui est moins coûteux (surtout si on procède par interview et non par mesures objectives) à condition de disposer d'une base de départ assez solide ; cette base peut être constituée par une grosse enquête de type structurel, qu'on actualise donc chaque année par une enquête de type conjoncturel.

4- Des informations qualitatives

Les statisticiens ont parfois tendance à penser qu'il n'est de bonne information que statistique. Mais un système d'information complet doit aller bien au delà. Pour pouvoir agir avec efficacité, il ne suffit pas en effet d'avoir des informations chiffrées, il ne suffit pas de pouvoir dire qu'on produit telle quantité de mil, qu'on consomme telle quantité de manioc ; il faut aussi savoir comment se font la production, la commercialisation, la consommation ; il faut savoir qui fait quoi dans le processus et comment il le fait. Il ne suffit pas de quantifier les phénomènes, il faut en plus en expliquer le fonctionnement. On retrouve là un des aspects de la complémentarité nécessaire du qualitatif et du quantitatif qui a été mise en lumière par le groupe AMIRA (1).

On a signalé que les enquêtes statistiques lourdes pouvaient fournir des éléments d'explication des phénomènes observés ; on peut penser que ce n'est pas le moyen le plus rapide et le plus économique d'y parvenir ; de toute façon elles ne fournissent pas toute

- - - - -

(1) Voir notamment la brochure AMIRA n° 43, juin-novembre 1983, "Qualitatif et quantitatif - Deux modes d'investigation complémentaires", par Ph. COUTY et G. WINTER, ou le n° 34 de STATECO (juin 1983), qui a repris deux articles de cette brochure.

l'information qui serait nécessaire au décideur. Il faut donc compléter les données issues d'enquêtes statistiques par un ensemble de données qualitatives, de monographies sur telle ou telle catégorie d'agents, d'analyses de fichiers, d'informations de caractère financier, fiscal ou réglementaire. On voit là que, si le statisticien joue un rôle fondamental dans la constitution d'un système d'information, il n'est pas seul en lice et sa contribution doit être complétée et enrichie par celle de l'agro-économiste, du sociologue, du géographe, de l'administrateur.

Les monographies, qui constituent peut-être, avec les études de filières, la partie la plus difficile à réaliser de ce dispositif, sont du domaine de la recherche en sciences sociales. Elles sont plus ou moins extensives selon les cas, et plus ou moins généralisables. Elles suivent en général une approche micro-socio-économique, plutôt qualitative et historique, globalisante et participative. Elles visent plus à expliquer des comportements et à mettre en lumière des différences ou des catégories qu'à mesurer des flux moyens, laissant ce deuxième objectif aux enquêtes statistiques.

On constate donc que la partie "équilibre de l'offre et de la demande" du schéma sera en majeure partie décrite et analysée par des opérations statistiques à caractère quantitatif, sachant que certaines parties sont de toute façon très difficiles à appréhender par quelque moyen que ce soit. La plupart des contraintes et des comportements qui influent sur le déroulement du processus de production et de consommation seront au contraire plus facilement et mieux décrits de façon qualitative par des opérations d'une nature autre que statistique (1).

III - VERS UN SYSTEME LEGER

Dans la plupart des pays, on constatera malheureusement qu'un système tel que celui qui vient d'être évoqué peut très difficilement être mis en place, plus difficilement encore maintenu au fil des années, essentiellement dans son aspect statistique. Le coût des grosses opérations statistiques est considérable, peu compatible avec les ressources financières des pays ; leur complexité ne s'accommode pas du manque de ressources humaines qualifiées. De plus, il faut des années pour monter un système statistique qui soit

- - - - -

(1) Tout ceci demanderait bien entendu à être nuancé. Des enquêtes statistiques sur échantillons restreints et à objectifs multiples et/ou des enquêtes statistiques répétées régulièrement peuvent contribuer à mettre en évidence et à tester des hypothèses de comportement.

complet, cohérent, exhaustif quant au domaine couvert, et qui, de surcroît, offre une qualité suffisante. Les situations dramatiques auxquelles doivent faire face certains pays dans le domaine alimentaire imposent des délais de réaction très brefs. Or les enquêtes statistiques classiques, pour utiles et même nécessaires qu'elles soient pour certaines études ou analyses fondamentales, sont très longues à élaborer, exécuter et exploiter, et leur coût est si élevé qu'elles ne peuvent en général pas être répétées à intervalles suffisants. Enfin, ces enquêtes classiques, dont les objectifs sont en général très ambitieux et diversifiés, ne répondent pas toujours très bien aux besoins précis de la politique alimentaire ; rien, sinon les pesanteurs héritées de la tradition et le poids parfois excessif des pays ou organismes financeurs, ne devrait empêcher une meilleure adaptation à des objectifs plus précis et plus limités que ceux qui sont traditionnellement poursuivis.

Il faut donc songer à remplacer, au moins partiellement, et surtout à compléter les enquêtes classiques, même mieux conçues en fonction des objectifs d'une politique alimentaire, par des opérations très légères. De nombreuses réflexions ont eu lieu depuis quelques années, et plus encore depuis quelques mois, sur ce thème qui est loin d'être épuisé (1) ; on peut même dire qu'on n'en est encore qu'aux balbutiements d'une technique nouvelle, ou d'un ensemble de techniques nouvelles. Notons qu'il ne s'agit pas d'alléger les enquêtes classiques, en débarrassant leurs questionnaires de questions jugées d'intérêt secondaire ou en utilisant des techniques d'échantillonnage plus efficaces. Il s'agit d'imaginer des enquêtes très différentes, à objectifs très circonscrits et limités, réalisées sur de petits échantillons mais conservant néanmoins une précision suffisante.

On limitera les objectifs en essayant d'identifier dans le processus qu'on a décrit précédemment les étapes ou les facteurs risquant de provoquer un blocage. On pourra alors se contenter d'indicateurs pertinents de blocage et concentrer les efforts et les moyens sur leur obtention dans des conditions suffisamment sûres et rapides, ceci sans attendre ce qu'on ne parviendra peut-être jamais à réaliser à échéance raisonnable, à savoir un système lourd et assez complet comme en possèdent quelques pays développés (dans un contexte alimentaire d'ailleurs infiniment moins grave).

- - - - -

(1) Un autre article de ce même numéro donne des indications plus précises sur ce type d'enquêtes.

On ne réussira à identifier les facteurs de blocage que grâce à des travaux d'ordre socio-économique relevant des sciences humaines et de la description qu'elles peuvent donner du fonctionnement d'une société dans sa complexité. C'est ici qu'on voit comme il est nécessaire de faire collaborer les spécialistes de diverses sciences et techniques, de faire en sorte que leurs méthodes se complètent sans se concurrencer, toutes tendues vers un objectif simple et clairement défini. Trop souvent, dans le passé, ces spécialistes concevaient leurs investigations indépendamment les uns des autres, sans trop de souci d'une quelconque cohérence des objectifs et des méthodes ou d'une quelconque intégration de leurs travaux dans un cadre fédérateur et mobilisateur. Ce n'est qu'en dépassant ces attitudes étiquées qu'on parviendra à construire un système d'information pertinent et d'un coût raisonnable.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Service de Coopération

S O M M A I R E

N° 47 - Septembre 1986

ISSN 0224-098 X

	<u>Pages</u>
- Editorial	3
- Xavier CHAROY, Gérard WINTER Statistiques et politiques alimentaires	5
- Xavier CHAROY A propos des enquêtes légères	19
- André NGASSAM L'enquête budget-consommation du Cameroun de 1983-1984. Présentation générale et description de la technique de mise à jour de la base de sondage	23
- Justin ADJIKOUIN, Eric BABUT et Nestor WADAGNI Méthodologie de l'enquête budget-consommation de la République Populaire du Bénin	41
- Xavier OUDIN Petits établissements et secteur non structuré à Abidjan. Un dénombrement par le fichier des patentes municipales	65

*STATECO : Bulletin de liaison non officiel des Statisticiens et Economistes
exerçant leur activité dans les pays du Tiers-Monde.*

*Directeur de la Publication : Xavier CHAROY
Rédacteur en Chef : Michel BLANC
Assistante de Rédaction : Annie VLAVONOU
Secrétariat de la revue : I.N.S.E.E. - Service de Coopération
18 boulevard Adolphe Pinard
75675 PARIS CEDEX 14*

Tirage : 1 200 exemplaires